

Alasseny Barry, vice-président de la plateforme dogon, peulh et voisins : « Nous appelons le gouvernement à désarmer toutes les milices »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 11 NOVEMBRE 2020

726

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



ATT Le Héros et le Saltimbanque



Acharnement injustifié de l'UNTM contre l'OCLEI : La preuve par la Coordination des DFM, DAF, DRH et CPS



Mahmoud Dicko Homme de l'année : Triste ironie de l'histoire

HOMMAGE AU PRESIDENT
AMADOU TOUMANI TOURE
ATT



REPOSE EN PAIX

L'ensemble de la rédaction de Malikilé, a appris avec tristesse,
le décès de ce grand homme du pays, le président Amadou Toumani TOURE.

Nos condoléances les plus attristées à sa famille et au peuple
malien tout entier en ces heures sombres

Que le bon Dieu l'accueille au Paradis

Une	ATT : Le Héros et le Saltimbanque	P.4
Brèves	Déclaration du président Bah N'Daw suite au décès du président Amadou Toumani Touré	P.11
	États-Unis : « La Femme la plus puissante de Washington », Emily Murphy bloque la transition Trump-Biden	P.11
	Kadiolo : Le prix du litre d'essence grimpe	P.11
	Présidence de la CAF : Deux nouvelles candidatures	P.12
	Audience au Palais : La « Coalition Jotna » dans tous ses états	P.12
	Lutte contre la corruption : 54 dossiers et dénonciations remis aux juridictions	P.13
	Me El Hadj Amadou SALL : « Les raisons qui nous ont poussés à rejoindre le Président SALL »	P.13
	Sénégal : Une statue de Cheikh Anta Diop dévoilée à Dakar14	P.14
	Silence : Boubeye se positionne !	P.14
Actualité	Coopération UNICEF-Mali : Remise de matériels informatiques à des structures publiques	P.16
	Mopti : La protection des civils au cœur de l'opération Mongoose 2.5 menée par la force opérationnelle mobile de la Minusma	P.17
	Acharnement injustifié de l'UNTM contre l'OCLEI : La preuve par la Coordination des DFM, DAF, DRH et CPS	P.19
	ATT : Les maliens ne sont pas « morts » pour lui, mais ils lui sont foncièrement restés reconnaissants	P.20
Politique	Mahmoud Dicko Homme de l'année : Triste ironie de l'histoire	P.21
	Alasseny Barry, vice-président de la plateforme dogon, peulh et voisins : « Nous appelons le gouvernement à désarmer toutes les milices »	P.22
Culture & société	Promotion de la culture : L'union européenne soutient huit projets culturels pour la paix et la diversité	P.25
International	Madagascar : Inauguration en grande pompe du palais de la reine restauré	P.26
	Élections américaines : Donald Trump entraîne les républicains dans sa croisade judiciaire	P.27
	Au Pérou : Le Parlement approuve la destitution du président Martin Vizcarra	P.28
Sport	Aigles : Mali-Namibie, déjà dix joueurs à Kabala	P.29



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

ATT : Le Héros et le Saltimbanque



Il était entré dans l'Histoire à la faveur d'un coup d'État militaire et il en est sorti suite à un autre coup d'État. Voilà l'histoire d'Amadou Toumani Touré, affectueusement surnommé ATT. Jamais dans l'histoire moderne du Mali militaire n'aura marqué l'esprit de ses concitoyens qu'ATT. Blogueur à souhait, il a su banaliser la politique. Un peu trop diront ses détracteurs, avec sa politique de consensus qui perdit le Mali mais que le monde entier prit comme un modèle réussi de démocratie à la malienne. ATT, malin comme sait l'être un Peul de son ethnie, a, au cours de sa carrière, parfaitement lu la pensée et les préoccupations des hommes politiques maliens qu'il a découverts en Mars 1991 quand il dut diriger le Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP) à la suite du coup d'État qui renversa

le général Moussa Traoré et dont il était l'instigateur. Lui aussi avait « parachevé » l'œuvre du Mouvement démocratique. Pendant 20 ans, ATT passionnera les foules qui lui accorderont deux mandats cumulés de 10 ans de Présidence de la République du Mali. Sa chute en 2012 qui n'aura pas soulevé les foules et son retour triomphal d'exil à Dakar en 2017 sont les deux visages d'un homme, celui du Héros et du Saltimbanque.

C'est le 26 mars 1991 qu'Amadou Toumani Touré (ATT), alors jeune lieutenant-colonel des commandos parachutistes de l'Armée malienne fit irruption sur la scène politique malienne en conduisant le deuxième coup d'État de l'histoire moderne du Mali. Alors que le général Moussa Traoré contesté de toutes parts avait fait sortir les blindés de l'Armée malienne

pour mater la foule des manifestants en majorité composée de jeunes et de femmes qui réclamaient son départ après 23 années d'un pouvoir dictatorial, ATT avait pris la décision historique de déposer le tombeur de Modibo Kéita, premier Président de la République du Mali. C'était le mardi, 26 mars 1991. ATT était devenu alors un héros, le héros qui étonnera le monde entier en remettant le pouvoir au Président civil démocratiquement élu à la suite du premier scrutin présidentiel libre : Alpha Oumar Konaré.

Il faut croire que dès cette époque, ATT nourrissait l'ambition de briguer la magistrature suprême au Mali. Certains soutiennent qu'il avait pour cela fait un deal avec Alpha Oumar Konaré dès 1992. En tout cas ce dernier fera tout au détriment des ténors de son parti l'ADEMA pour ouvrir la voie de la Présidence du Mali à ATT alors sans parti politique. Que d'espoir Amadou Toumani Touré aura suscité en accédant au pouvoir en 2002. Les Maliens avaient alors encore en mémoire l'homme de mars 1991, celui qui avait mis fin à 23 années d'errance, de privations de liberté et de pouvoir personnel. On pensait qu'il redonnerait espoir aux Maliens déçus par « l'ère démocratique » et le pouvoir corrompu de l'ADEMA et de ses alliés. Au lieu de quoi, l'homme s'est révélé être un fin tacticien qui a parfaitement lu et compris ce qui se cachait dans le cœur de ceux qui ont combattu Moussa Traoré : la plupart nourrissait l'ambition d'accéder à une parcelle du pouvoir pour s'enrichir au plus vite. Pour être sûr de rempiler pour un second mandat, ATT a laissé faire et a abandonné le Mali aux mains des prédateurs les plus impitoyables de son histoire. Ce fut même un blanc-seing qu'il leur accorda lorsqu'il déclara, sur l'ORTM, la télévision nationale malienne, qu'il n'humilierait aucun chef de famille ayant détourné l'argent public en le mettant en prison. En ouvrant les caisses du Trésor public aux prédateurs invétérés, ATT a tué toute velléité d'opposition politique. Même Oumar Mariko, ancien dirigeant étudiant réputé homme de gauche incorruptible s'est fait piéger en acceptant les largesses de son ancien compagnon de la Transition de 1992. Et le monde



entier n'y vit que du feu. Le Mali, à cause du fameux « consensus », était encensé de partout et loué pour sa démocratie originale où aucune voix divergente ne se faisait entendre. « ATT, on mourra pour toi ! », scandait le peuple des enfants aux passages de celui qui n'aura été qu'un vrai saltimbanque. Mais c'était le Président que le Mali politique d'alors méritait. Celui qui se rit de tout et slalome remarquablement sur la fibre du Sanankunya, sorte de cousinage à plaisanterie, et surtout laisse tous se faire les poches. Soumaïla Cissé, ancien candidat à la présidentielle de 2002, trahi par ses propres partisans de l'ADEMA, celui qui pouvait menacer un second mandat est porté à la tête de la Commission de l'UEMOA, et le tour était joué. Il aura fallu le retour au Mali des apatrides du MLNA et de leurs alliés terroristes pour découvrir ATT : un Président qui, pendant 10 ans, comme Alpha Oumar Konaré, a abandonné l'armée malienne dans la décrépitude la plus totale, une armée de fils de chefs qui vont fuir comme des lapins apeurés devant l'avancée de ceux que la mort elle-même craint. Cette faute, ATT la paiera cash le 22 mars 2012, quand des militaires ont

failli le tuer à la suite d'un coup d'État alors qu'il ne lui restait, en principe, que deux mois avant les élections présidentielles de mai 2012. En principe car ATT était soupçonné de vouloir imposer aux Maliens une transition politique dont il serait le Président. En effet, à deux mois de la présidentielle de 2012 rien

n'avait été entrepris pour l'organisation du scrutin.

Cependant pour la majorité des Maliennes et des Maliens, ATT reste l'un des meilleurs Présidents que le Mali ait connus. Sous sa présidence, de nombreux travaux routiers virent le jour, particulièrement dans la capitale Bamako, mais pas que dans la métropole malienne. Pendant les 10 années de son pouvoir, le Mali a connu un calme plat dans le domaine politique où aucune opposition ne lui était connue. Sa popularité s'est manifestée en décembre 2017 à la faveur de son retour d'exil à Dakar. C'est une immense foule des grands jours qui est sortie pour lui témoigner sa sympathie et sa reconnaissance. L'exil dakarais aura été une dure épreuve pour cet homme qui aimait profondément son pays et son peuple. De retour au pays, malgré les nombreuses sollicitations venant de partout pour qu'il s'implique dans la gestion de la crise malienne, particulièrement dans sa Mopti natale, ATT était resté discret. On ne lui connaît que son intérêt à prendre la Présidence de sa Fondation pour s'occuper désormais du social. Les Maliens espèrent que son exil et sa profonde déception née de son abandon par certains de ses compagnons politiques n'auront pas eu raison de son cœur d'homme simple. Car pour ses compatriotes, ATT sera éternellement le Héros de Mars 1991 même si le Saltimbanque n'est jamais trop loin.

■ Diala Thiény Konaté



Modibo Kadjoke

Le cœur serré, profondément ravagé par la perte du Président #ATT. Une énorme perte pour le Mali. Nous perdons en lui un officier engagé et responsable, un homme du peuple qui aimait beaucoup le Mali, un bâtisseur.

L'« ami des enfants » s'en est allé le cœur meurtri, comme son prédécesseur, par tout ce qui nous arrive.

Toutes mes condoléances à sa famille, ses amis et proches et au peuple malien.

Merci et dors en paix Président ATT !



Jeune Afrique

Alors que le Conseil constitutionnel a confirmé sa réélection, Alassane Ouattara souhaite avancer la date de son investiture et entamer des négociations avec l'opposition. JA vous dévoile les détails de ces discussions.



"Même si l'élection de Joe Biden suscite beaucoup d'espoir en Afrique, il est très probable que le nouveau président reste sur la ligne « Make America Great Again » de Donald Trump dans un domaine essentiel, celui des échanges commerciaux, et ne redynamise pas vraiment la relation avec les grands partenaires potentiels du continent, au premier rang desquels le Nigeria." [The Africa Report]



Bouba Fané

Oumar Mariko et ATT?

Papa pourquoi vous n'avez pas mis aux arrêts Oumar Mariko, sachant bien qu'il faisait tout pour mettre fin à votre régime?

Bouba mon lien avec le papa était sacré, il m'a même offert sa maison de Kolondieba. Sur son lit de mort à l'hôpital, il a tenu à voir ATT pour lui parler mais hélas le général n'était pas au pays mais ce dernier a envoyé le colonel Abdine Guindo pour rendre visite au Papa de Mariko.

Le message du Papa d'Oumar Mariko était clair

"Quelque soit le comportement d'Oumar Mariko te concernant, il faut le laisser pour moi, je te confie Oumar c'est ton frère".

C'est après cette visite du Colonel Abidine que le père d'Oumar est décédé donc Bouba je ne pouvais pas trahir la volonté de son papa. ATT était exceptionnel et un homme de valeur, il avait un bon cœur. ce n'est pas pour rien que le temps lui a donné raison au Mali



Figaro du Mali

MESSAGE DE CONDOLEANCE DU PARTI CONVERGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DU MALI (CODEM) SUITE AU DECES DU PRESIDENT ATT

C'est avec une très grande tristesse, que le Parti Codem a appris ce jour mardi 10 novembre 2020, le décès du général Amadou Toumani TOURE, ancien président de la République et un



des architectes de notre démocratie.

En cette douloureuse circonstance, le parti Codem salue la mémoire du très grand homme d'Etat qu'il fut et qui a laissé une empreinte indélébile dans l'histoire du Mali et de l'Afrique.

Pour la Codem, notre pays perd un grand bâtisseur, un exemple de patriote. Convaincu que ses valeurs et ses œuvres qu'il nous a léguées ne disparaîtront jamais, la Convergence pour le Développement du Mali exhorte le peuple malien, surtout dans ces moments particulièrement difficiles, à suivre son modèle pour l'amour de sa patrie et sa sympathie envers les autres.

Avec la disparition brutale du Président Amadou Toumani TOURE, cet apôtre de la paix, l'Afrique perd également l'une de ses plus éminentes personnalités de ces dernières décennies.

La CODEM adresse ses sincères condoléances au peuple malien et à la famille durement éprouvée de l'illustre disparu.

Toujours dans la ferveur du Maouloud, la CODEM exhorte l'ensemble des maliens à prier pour que Dieu le miséricordieux l'accueille dans son paradis.

Bamako le 10 Novembre 2020

Le Président

Housseini Amion GUINDO



RFI Afrique

Parmi les gens soulagés par la défaite de Donald Trump, battu par Joe Biden à l'issue des élections présidentielles aux États-Unis, il y a Président-Fondateur en Très Très démocratique République...



Alpha Condé a été définitivement proclamé, ce samedi 7 novembre, président de la Guinée pour un troisième mandat consécutif, à l'âge de 82 ans, après des mois d'une contestation qui aura coûté la vie à des dizaines de civils.



Présidence de la République du Mali

Communiqué de Presse

Le Président de la Transition, informe l'opinion nationale et internationale, qu'en application de la charte, des projets de textes fixant les modalités de désignation et de répartition des membres du Conseil National de Transition (CNT) ont été signés.



Ce faisant, les différents partis et regroupements politiques, les organisations de la société civile et syndicales, les autorités confessionnelles et traditionnelles, les Maliens établis à l'extérieur et toutes autres sensibilités, parties prenantes de la vie nationale, sont priés de se référer au Journal officiel de ce mardi 10 novembre 2020 afin de s'enquérir des conditions de participation et du quota des représentants.

Tout en félicitant les acteurs de la vie sociopolitique pour leur mobilisation citoyenne au service de la Nation, le Président de la Transition les invite au respect strict des conditions et délais prescrits en vue de la mise en place diligente de l'organe législatif de la Transition qu'est le CNT.

Ibou SY

#Présidentielle américaine: un chef de la police démissionne après avoir appelé à la mise à mort des démocrates

Sudinfo9 nov. 2020Sources



Un chef de la police dans l'Arkansas, au sud des États-Unis, a dû démissionner après avoir appelé à la mise à mort des « traîtres » démocrates sur les réseaux sociaux dans la foulée de la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle.

Lang Holland, chef de la police de la petite ville de Marshall, avait laissé exploser sa rage contre l'élection de Joe Biden sur Parler, un réseau social prisé de l'extrême droite américaine.

« Ne les laissez jamais oublier qu'ils sont des traîtres et qu'ils n'ont aucun droit de vivre dans cette République après ce qu'ils ont fait », a-t-il écrit, selon une capture d'écran d'un de ses messages qui avait été retiré lundi.

« Mort à tous les démocrates marxistes ! », proclamait un autre message, « Ne faites pas de prisonniers, ne laissez aucun survivant ».

Un autre message de ce notable de Marshall, à environ 180 km au nord de Little Rock, la capitale de l'Arkansas, comportait une image de démocrates, parmi lesquels Hillary Clinton et Barack Obama, en tenue de prisonniers avec la légende suivante : « Je prie pour que tous ceux sur cette image soient pendus et écartelés !!! »

Lang Holland a démissionné au cours du week-end en raison de l'émotion suscitée par ses appels à la violence.

« La ville de Marshall ne soutient ni ne cautionne l'intimidation ou les menaces de violence contre quiconque, quelle que soit l'orientation politique », a réagi dans un communiqué le maire, Kevin Elliott.

« Nous sommes une communauté accueillante qui essaie de construire humblement un avenir radieux pour TOUS nos concitoyens », a-t-il insisté.



Renouveau TV

Le #Mali pleure ATT

Amadou Toumani Touré ATT est décédé dans la nuit du lundi à mardi à la suite d'une courte maladie. Né le 4 novembre 1948, ATT a dirigé est le père de la démocratie au Mali. L'auteur du coup d'État du 6 mars 1991, il est resté au pouvoir jusqu'en 1992 où il a cédé le pouvoir au tout premier président démocratiquement élu. Il se revint au pouvoir en 2002 après avoir remporté l'élection présidentielle. Le général est renversé par un coup d'État militaire le 22 mars par un groupe d'officiers de l'armée dirigé par son homonyme Amadou Haya Sanogo. Son plus grand souhait, était de voir sa région natale Mopti apaisée. Nous reviendrons sur son parcours sur nos antennes tout au long de la journée.

Dors en paix général !



Abdramane Diallo



Je souhaite tirer de l'oubli cette déclaration du Président ATT faite à Alain Foka de RFI en 2012.

Il a tout prédit. A l'époque, le président Touré prêchait dans le désert. Et toutes ses initiatives étaient savamment sabotées à l'intérieur et à l'extérieur.

« Je suis à la retraite, mais Officier-Général. J'ai passé par l'école de guerre...et par les académies soviétiques. Je sais de quoi je parle. Lorsque les politiques me parlent, je les écoute ; lorsque les diplomates me parlent, je comprends ; lorsque les militaires me développent leurs manœuvres, je les comprends. Je pense que le Mali jusque-là, a essentiellement fait de se défendre et protéger ses populations. Nous n'avons voulu nous entraîner dans une guerre que les autres veulent, parce que nous ne la voulons pas. Ceux qui pensent que je vais agir en militaire, ils se trompent. Je vais agir en Président de la République, parce que je suis le Président de tous les Maliens, de tous les Touaregs, de tous les Peulhs, de tous ceux qui sont dans la République. ..Ce n'est pas mon sens militaire qui me commande. C'est mon sens de patriote, c'est mon sens plutôt d'homme d'État, d'homme lucide qui me commande. Je ne peux pas écouter les bruits de ville, de gens qui ne savent pas de quoi ils parlent et pensent qu'il n'y a qu'à faire la guerre. Non, je ne ferai pas de guerre. Nous devons plutôt tout faire pour que la paix revienne au Mali ».

Le problème du nord dure depuis cinquante ans (50 ans) puisque nos pères l'ont géré, nos aînés l'ont géré, nous aussi, nous le gérons, nos cadets et nos fils vont continuer à le gérer. Ce n'est pas un problème qui va finir demain. S'il y avait à choisir entre le Mali et la guerre, je choisirai le Mali.

Les rebelles du Mnl sont de connivence avec Aqmi, une menace in-

ternationale venue d'ailleurs, qui a des ramifications plus lointaines que l'on ne le croit. Nous pensons qu'Aqmi, pour le combattre, il faut se munir de tous les moyens suffisants, pas seulement militaires. La guerre contre le terrorisme, n'est pas seulement militaire, c'est un problème de développement, de sécurité, de défense.

Depuis 2006, j'ai demandé une conférence des Chefs d'Etat, je ne suis pas parvenu à l'avoir. C'était pour que nous dégagions une vision ; nous avons perdu six ans pour que cette rencontre puisse voir jour, en vain ! Aqmi est transfrontalier, donc, la réponse doit être transfrontalière. Il faut aller tous ensemble, occuper toute la bande avec nos armées, aller avec un programme de cinq ans ; créer une cohabitation qui ne sera pas profitable à Aqmi. Prenons tout le désert, un seul pays n'a pas les moyens de combattre ces gens-là, parce qu'ils auront toujours le repli tactique d'aller dans un pays voisin parce que là où ils mangent à midi, ils ne déjeunent pas, là où ils dînent, ils ne dorment pas, ils sont en constant mouvement, de frontière en frontière. Il faut dans ce cas, tous ensemble, nous les bloquons. Le Mali est partisan

En conclusion, le Président ATT qui était en avance sur les autres, avait proposé depuis 2006 de partir tous ensemble pour trouver la solution définitive au problème de terrorisme dans le Sahel. Youssouf TOURE, fils du défunt !



Abba Samassekou

Je retiens une chose de cet homme : son humilité.

Être humble c'est un trait de caractère et une qualité qui en valent de nombreux autres. Être humble c'est inévitablement faire preuve de foi en Dieu et en sa puissance, voir Dieu en chaque personne que l'on croise. Être humble c'est Être humain, c'est être bienveillant envers son prochain, bon, avoir un sens élevé de la famille, naturelle ou choisie, de l'amitié. Être humble c'est bien sûr avoir conscience de la réalité de ses capacités, savoir faire l'état des forces en présence... observer et réfléchir avant d'agir, être patient... Être humble c'est bien évidemment, éviter l'arrogance, la suffisance et le mépris. Être humble c'est accorder aux autres le droit d'avoir un jugement sur soi et finir par pardonner, sans réparation. C'est être indulgent, le plus souvent parce qu'on aura pris le



temps de faire preuve d'empathie.

« La grandeur d'un homme se mesure à la manière dont il traite "les petits" » dit-on. Donc quelque part : à son degré d'humilité. C'est tout cela qui me reste de celui qui ne voulait pas que je l'appelle tonton car il se disait être mon grand frère, en toute... humilité. Reposez en paix monsieur le Président, cher grand frère. Qu'Allah SWT ait pitié de votre âme, qu'il vous accueille dans son paradis et qu'il nous accorde à tous l'abnégation et la foi. Mon cher aîné puissiez vous, vous-même, nous pardonner. Amina yarabi.



MALI KANU

Préparatifs du match Mali-Namibie du 13 novembre

Le Ministre Ag Attaher insatisfait de l'état du stade du 26 mars

Pour la deuxième fois en l'espace de deux semaines le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, s'est rendu au stade du 26 mars ce lundi 9 novembre dans l'après-midi. Par la force des choses cette visite a été écourtée. Le ministre Ag Attaher n'est pas satisfait de l'état des lieux à 4 jours seulement de ce grand rendez-vous de l'équipe nationale du Mali.

5 minutes, tel est le temps que le ministre de la Jeunesse et des Sports a fait au stade du 26 mars pour une visite qui était prévue comme celle des derniers réglages avant la rencontre des Aigles contre leurs homologues de la Namibie, le vendredi 13 novembre prochain.

Au programme de cette visite du ministre Mossa Ag Attaher, il y'avait 4 compartiments principaux du stade du 26 mars. À savoir: les vestiaires, la tunelle de sortie, la pelouse et les tribunes des officiels et de la presse. Mais dès qu'il s'est rendu dans la vestiaire des arbitres le doute a commencé à s'installer dans l'esprit du visiteur des lieux que rien n'a changé en cet endroit depuis son dernier passage. Ce doute s'est transformé en réalité lorsque le ministre Ag Attaher a franchi le seuil de la vestiaire A des joueurs. « C'est quoi cette saleté



? » ne s'est pas empêché le ministre Ag Attaher de poser comme question. Sans autre forme de procès il demande à voir le chef des chantiers. Les propos de ce technicien n'ont pas convaincus le premier responsable du département des Sports. Séance tenante, il annonce la fin de la visite avant de promettre de repasser mercredi dans l'après-midi, tout en instruisant aux responsables du stade, de la DNSEP et de la DFM de lui retrouver au cabinet pour une réunion de dernière mise au point.

Avant de quitter les lieux, le ministre de la Jeunesse et des Sports a tenu à faire un bref témoignage au micro de la presse, afin d'exprimer sa désapprobation au regard de ce qu'il a constaté



Garde Nationale : Le CEM de la Garde Nationale à Bougouni

Le chef d'Etat-major de la Garde Nationale, le Colonel Elysée Jean Dao a effectué, le lundi 09 novembre 2020, une visite au peloton permanent de la Garde Nationale de Bougouni. L'objectif de cette visite était non seulement de s'enquérir des conditions de vie et de travail des hommes mais aussi et surtout d'échanger avec la troupe sur leurs difficultés en vue d'apporter des solutions idoines. L'occasion a été mise à profit par la troupe et les femmes du camp de partager

leurs préoccupations quotidiennes avec le Colonel Dao.

Le Colonel Dao s'est dit très satisfait de cette visite, car elle rentre dans le cadre de sa première prise de contact dans les Régions. Partout où il a passé, le CEM de la Garde Nationale a exhorté la troupe à travailler en toute synergie d'action. Car dira-t-il, c'est au prix de cette synergie que nous pourrions atteindre les objectifs recherchés en termes de sécurité.

C'est pourquoi, le Colonel Jean Dao a invité les forces de sécurité présentes à Bougouni à plus de discipline, de cohésion avant de leur apporter le message d'encouragement, de soutien et de remerciement de la hiérarchie. L'hôte du jour s'est aussi rendu chez le président du Conseil de Cercle de Bougouni et à la mairie urbaine de Bougouni pour leur affirmer toute sa satisfaction par rapport à la bonne collaboration avec les forces de sécurité. Il faut le signaler, le chef d'Etat-major de la garde Nationale a aussi rendu visite aux différentes forces de sécurité présentes à Bougouni notamment la Légion de la Gendarmerie, la Direction Régionale de la Douane, la Direction Régionale de la Protection Civile, le Commissariat de Police, l'Administration Pénitentiaire, le cantonnement des Eaux et Forêts.



Je fais des merveilles avec si peu

CHAQUE FEMME EST UNE ETOILE

Déclaration du président Bah N'Daw suite au décès du président Amadou Toumani Touré



■ Mes chers compatriotes, Comme vous le savez, le Président Amadou Toumani Touré s'est éteint tôt ce mardi 10 novembre 2020, six jours après son soixante-douzième anniversaire. Cette perte cruelle afflige la nation malienne à laquelle l'homme a donné tout son amour et toutes ses forces.

Acteur majeur de la démocratie malienne, ATT, aura au cours de son destin exceptionnel, contribué à façonner le visage du Mali moderne, enchaînant, partout dans le pays, des projets de routes et de ponts, d'écoles et de centres de santé, d'accès aux logements sociaux, à l'eau potable et à l'électricité.

De Kidal à Kayes, en passant par Koulikoro, le District de Bamako, Mopti, Ségou, Sikasso, Gao et Tombouctou, son empreinte restera forte, sa voix résonnera toujours, et son patriotisme sera salué à sa juste mesure.

Au nom du peuple malien, en mon nom propre et en celui des anciens Chefs d'Etat Alpha Oumar Konaré, Dioncounda Traoré et Ibrahim Bou-bacar Kéita, j'adresse mes condoléances les plus sincères à la veuve du défunt, Mme Touré Lobbo Traoré, à ses enfants, à ses proches ainsi qu'à ses nombreux amis et sympathisants.

Notre chagrin aujourd'hui est grand et il est d'autant plus grand que nous pleurons ATT, un peu moins de deux mois après le décès de l'ancien Président, le Général Moussa Traoré. Ce moment est pénible mais telle est la volonté du Tout-Puissant.

A Allah nous sommes, à Lui nous retournons !"

Bah N'DAW

Président de la Transition

Chef de l'Etat

Kadiolo : Le prix du litre d'essence grimpe

Le prix du litre d'essence est en hausse de 100F à Kadiolo depuis vendredi 06/11/2020. Vendu précédemment à 500 FCFA, le litre est cédé aujourd'hui à 600 FCFA. Les raisons de cette augmentation restent pour le moment inconnues des consommateurs et des commerçants grossistes.

Source : STUDIO TAMANI

États-Unis : « La Femme la plus puissante de Washington », Emily Murphy bloque la transition Trump-Biden



La directrice des services généraux de l'administration américaine refuse pour l'instant de signer l'ordre organisant la transition entre les équipes de Trump et de Biden, une épine dans le pied pour les démocrates.

C'est «la femme la plus puissante de Washington (pour le moment)». Selon le média Politico, Emily Murphy, la directrice des services généraux de l'administration américaine (General Services Administration, GSA en anglais), tient entre ses mains le pouvoir de reconnaître l'élection de Joe Biden. Et pour l'instant, elle ne semble pas prête à sauter le pas. Elle refuse de signer une lettre autorisant les équipes du démocrate à commencer à travailler à la passation de pouvoirs. Sans cela, impossible d'obtenir les financements fédéraux nécessaires pour mettre sur pied la nouvelle administration gouvernementale ni faire un point sur les sujets confidentiels avec les agents en place.

Emily Murphy se trouve dans une bien mauvaise posture. Sa signature consisterait en une reconnaissance officielle par le gouvernement fédéral de la victoire de Joe Biden à la présidentielle américaine. Difficile à concéder alors que Donald Trump martèle que sa réélection lui a été volée et qu'il a largement remporté le scrutin. D'autant que c'est Trump lui-même qui a nommé Emily Murphy.

Source : Libération



Présidence de la CAF : Deux nouvelles candidatures



La Fédération sud-africaine de football (SAFA) a présenté lundi la candidature du président des Mamelodi Sundowns, Patrice Motsepe, à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF), que souhaite briguer également le Mauritanien Ahmed Yahya, ce qui porte à quatre le nombre de candidats déclarés. La candidature du milliardaire sud-africain est soutenue, outre la SAFA, par les fédérations du Nigeria, de la Sierra Leone et du Botswana. Patrice Motsepe a été sept fois champion d'Afrique, a remporté une fois la Ligue des champions, ainsi que d'autres titres, avec le club basé à Pretoria, dont il est propriétaire depuis 2003. Ahmed Yahya, président de la Fédération de football de la Mauritanie, a également fait part de son souhait d'entrer en lice. "Soucieux de promouvoir le football africain et au terme d'une profonde réflexion et d'amples concertations, j'ai décidé de présenter ma candidature à la présidence de la Confédération africaine de football", a-t-il écrit sur Twitter. Samedi, Jacques Anouma, ancien président de la Fédération ivoirienne de football (2002-2011), a eu l'onction de cette instance nationale pour briguer la présidence de la CAF.

Le président sortant, le Malgache Ahmad, est le premier à déclarer sa candidature à sa propre succession pour l'élection prévue le 12 mars prochain. Le 23 octobre dernier, la BBC a annoncé sur son site que 46 des 54 fédérations africaines ont décidé d'apporter leur soutien à la candidature du président sortant. Quelques jours plus tard, le même média rapportait que la commission d'éthique de la FIFA pourrait empêcher une candidature du président sortant.

L'ancien président de la Fédération malgache de football avait battu Issa Hayatou en mars 2017. Pour être valable, tout candidat doit obtenir le parrainage de trois fédérations membres de la CAF, dont celle de son pays. Il faut ensuite obtenir la majorité des voix lors de l'élection.

La date de clôture du dépôt des candidatures est fixée au jeudi 12 novembre.

APS

Audience au Palais : La « Coalition Jotna » dans tous ses états



Acculé par le journaliste Adama GAYE, Boubacar CAMARA a fini par avouer sa rencontre avec Macky SALL. Seulement, le superviseur général de campagne de la coalition Jotna lors de la dernière présidentielle indique s'être rendu au Palais après en avoir discuté avec ses alliés. Une version qui n'est pas du gout du président de ladite coalition Bruno D'Erneville. En effet, sur les réseaux sociaux, il affirme n'avoir jamais été informé d'une telle rencontre. «A l'heure des règlements de comptes, je voudrais être clair, relativement aux propos de M. Boubacar CAMARA qui, répondant à Adama GAYE, avoue avoir rencontré le chef de l'Etat le 11 octobre et avoir pris soin d'informer les leaders de son parti et "tous ses alliés politiques" avant et après son audience. Cette formulation tend à faire croire que notre coalition aurait été dans la confidence de discussions entre Macky SALL et Boubacar CAMARA. Je voudrais dire ici, solennellement, qu'en ma qualité de président de la coalition Jotna, je n'ai jamais eu écho de cette rencontre. Par conséquent, je ne peux laisser prospérer une telle affirmation qui est absolument fausse, à moins qu'il s'agisse d'autres «alliés politiques». Pour que nul n'en ignore», a écrit Bruno D'Erneville qui dément le leader du Parti de la construction et de la solidarité (PCS/Jengu tabax). Réagissant à cette contradiction, Ousmane SONKO, candidat de la « coalition Jotna » à la dernière présidentielle, vole au secours de Boubacar CAMARA et affirme avoir été informé de son audience avec Macky SALL. « Le 11 octobre 2020, monsieur Boubacar Camara m'a appelé dans la matinée pour m'informer de sa décision de répondre favorablement à la proposition de rencontre formulée à son endroit par monsieur Macky Sall. C'est pour les mêmes raisons qu'il m'a rappelé le soir du même jour pour me faire le compte rendu de cet entretien que je n'étalerai pas ici », écrit le leader de PASTEF sur sa page Facebook. Ainsi, l'ancien Dg des Douanes qui a quitté la « coalition Jotna » aurait informé le candidat (SONKO) mais pas le président (D'Erneville). Et en mettant en place la coalition Tabax, Boubacar CAMARA conforte ceux qui, comme Adama GAYE, trouvent qu'il a quitté la Coalition de SONKO après avoir rencontré Macky SALL.

WALFNet



Lutte contre la corruption : 54 dossiers et dénonciations remis aux juridictions



Les tribunaux ont de nouveau de la matière. Dans le cadre des vérifications effectuées en 2019, le Bureau du Vérificateur général a remis aux juridictions compétentes 54 dossiers et dénonciations pour enquêtes. Le manque à gagner relevé par le Végal est de 300, 613 milliards de F CFA.

La révélation a été faite dans le rapport 2019 officiellement remis au président de la Transition, le Colonel-Major Bah N'Daw, le vendredi dernier. Les pertes financières engendrées par l'Etat sur les 31 missions de vérifications de ministères et certains grands services sont chiffrées à 300, 613 milliards de F CFA.

La palme du manquement à l'orthodoxie financière est détenue largement par des sociétés minières du pays. Les sociétés des mines de Syama a fait une perte de 227, 87 milliards de F CFA, suivies des sociétés des mines d'or de Loulou, Goukoto avec 60, 53 milliards de F CFA. L'AMRTP et l'ORTM sont tous les deux dans les 4 milliards de F CFA de pertes. L'ambassade du Mali au Burkina Faso se tape 1, 84 milliard de F CFA. La mairie de la Commune II est incriminée pour 153, 64 millions de F CFA et le ministère des Affaires religieuses et du Culte pour 639, 86 millions de F CFA.

C'est au total 27 dossiers et autant de dénonciations qui ont été transmis par le Végal, Samba Alhamdou Baby, au président de la Section des comptes de la Cour suprême et aux procureurs de la République chargés des Pôles économiques et financiers près les tribunaux de la Commune III (Bamako), de Kayes et Mopti.

Au titre des dénonciations, le seul procureur de la République près le tribunal de la Commune III, Mamoudou Kassogué hérite de 25 cas de dénonciations. Ceux de Kayes et Mopti ont eu chacun 1 dénonciation. Cette saisine des juridictions compétentes par le Végal se déroule dans le cadre de l'article 17 la loi n°2012-009 du 8 février 2012 instituant le Vérificateur général.

Me El Hadj Amadou SALL : « Les raisons qui nous ont poussés à rejoindre le Président SALL »

L'ancien porte-parole du Parti démocratique sénégalais (PDS) et membre du courant libéral "Suqali soppi", El hadj Amadou SALL, a donné les raisons pour lesquelles ses camarades et lui ont décidé de rejoindre le chef de l'Etat, Macky SALL. «La première raison, dit-il, c'est notre liberté d'appréciation qui a guidé notre choix. La deuxième raison, c'est le contexte politique».

Sur le plateau d'ITV, l'avocat ajoute: «Nous avons participé au dialogue politique et au dialogue national. Ils ont donné des résultats qui donnent satisfaction. C'est sur cette base que le président de la République, Macky SALL, nous a proposé un compagnonnage».

Selon lui, nous sommes dans un pays qui traverse des difficultés liées à l'émigration clandestine, à la situation économique qui est difficile, au Covid-19. Par conséquent, s'est-il défendu, «nous avons besoin de stabiliser le pays, de stabiliser la vie politique et sociale, de faire en sorte qu'on se mette au travail pour le seul bien des Sénégalais».

Pour rappel, le coordonnateur du courant libéral "Suqali soppi", Oumar SARR, a été nommé ministre des Mines dans le nouveau gouvernement.



Le président de la Transition en recevant le rapport a promis que tout cela ne restera pas impuni. Selon lui, "dès ce lundi, 1er novembre 2020, les départements ministériels concernés seront mobilisés pour que les responsables des entités incriminées sachent que la performance n'est pas facultative mais obligatoire... Chaque fois que la preuve est établie, je corrigerai l'erreur et la sanction tombera. Personne n'y échappera". Il a en outre fait un clin d'œil aux sociétés minières en affirmant que "l'or du Mali brillera pour les Maliens".

Abderrahmane Dicko
Source : Mali Tribune

Sénégal : Une statue de Cheikh Anta Diop dévoilée à Dakar

Au Sénégal, une nouvelle statue a été dévoilée au cœur de Dakar, mardi 3 novembre, celle de l'historien Cheikh Anta Diop, décédé en 1986. L'intellectuel a bouleversé la vision de l'Histoire africaine, en mettant l'accent sur l'apport de l'Afrique noire à la civilisation, notamment égyptienne. Sa statue est désormais érigée devant l'université et sur l'avenue qui portent son nom.

C'est une statue en bronze, de deux mètres de haut. Cheikh Anta Diop, en costume cravate, lunettes, le bras droit levé, en face de la grande porte de l'université d'où sort tout juste Hapsa Thiam. Pour cette étudiante en histoire, c'est tout un symbole : « C'est une fierté d'avoir un leader, Cheikh Anta Diop, qui nous a permis vraiment de regarder plus loin, surtout sur la science. Je suis contente. »

Un emplacement choisi avec soin

L'initiative a été lancée par le directeur sortant du Centre des œuvres universitaires de Dakar (Coud), qui vient d'entrer au gouvernement. Et le rond-point où est érigée la statue n'a pas été choisi au hasard. « Entre étudiants et forces de l'ordre, à chaque fois qu'il y avait des remous, c'était lié au rond-point où les jets de pierre se faisaient. Nous avons pensé mettre là-bas la statue de Cheikh Anta pour dissuader les uns et les autres de jeter des pierres », explique Mansour Ndoye, chef du département des services techniques du campus.

« C'est une bonne chose »



Alors que la question des statues à l'effigie de personnalités coloniales fait débat, Pape Abdoulaye Seye, étudiant en géographie, estime qu'il était temps : « C'est une bonne chose, cela permet d'avoir Cheikh Anta en face. Surtout que nous, la génération actuelle, on n'a pas vu Cheikh Anta ». Selon lui, la statue pourrait aussi donner envie aux étudiants de mieux connaître la vie et l'œuvre du parrain de l'université.

Source : RFI

Silence : Boubeye se positionne !

Le président de l'Asma n'est pas du genre à s'en laisser conter et se prépare activement pour compter dans le nouveau Mali, quels que soient les schémas et cas de figure. C'est une lecture plausible, en tout cas, des démarches que plusieurs sources lui attribuent dans le puzzle des représentations et apparentements au niveau du nouvel organe législatif très attendu depuis le début de la Transition. Il nous revient, en clair, que l'ancien Premier ministre se bat bec et ongles pour faire siéger au Conseil National de Transition tous les députés déchus de sa région d'origine, indépendamment de leur obédience politique : de Bourem à Ansongo en passant par Gao. On ne saurait dire par le truchement de quel quota compte-t-il s'y prendre, mais la démarche s'apparente selon toute évidence à une très habile entreprise de débauchage aux dépens des formations respectives des députés ciblés. D'autres observateurs avertis y voient par ailleurs un positionnement de Soumeylou Boubèye Maïga pour le contrôle de la région, dans la perspective notamment de la régionalisation annoncée avec la mise en œuvre du nouveau schéma institutionnel que préconise l'Accord pour la paix et la réconciliation. Toutes choses que corroborent du reste l'émergence de la toute première télévision privée de Gao dont la paternité lui est prêtée.

La Rédaction
Source : Le Témoin- Mali



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à info@oclei.ml

Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 13 octobre 2020.

Coopération UNICEF-Mali : Remise de matériels informatiques à des structures publiques



La cérémonie de remise de matériels informatiques de l'Unicef à des structures publiques dont l'AMAP, a été présidée hier dans la salle de conférence du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale à Koulouba, par le directeur de la coopération multilatérale du département, l'ambassadeur Seydou Coulibaly.

C'était en présence du représentant adjoint de l'Unicef, Félix Ackebo, du chargé de communication de l'institution, Ismaël Maïga, du directeur adjoint de la Cité des enfants, Nfamara Keïta, des représentants de l'AMAP, de l'ORTM, de l'ANCD et de plusieurs structures publiques de l'éducation, de la santé et de l'enfance.

Le lot de matériels informatiques, d'une valeur de près de 118 millions de Fcfa, composé d'ordinateurs portables, de casques, de livebox et de licences zoom, a été obtenu sur la requête du département des Affaires étrangères. Il est destiné à rendre le partenariat fécond et les échanges pour coordonner les activités afin d'avoir des résultats tangibles pour le bien-être des enfants et des communautés vulnérables pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Le représentant du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, l'ambassadeur Seydou Coulibaly, a salué la qualité de la coopération avec l'ensemble du Système des Nations unies et singulièrement l'Unicef dans l'accompagnement du gouvernement notamment dans la lutte contre la Covid-19.

L'ambassadeur Coulibaly a saisi l'occasion pour rappeler que les mesures prises par le Mali avec, entre autres, le respect des mesures préventives, la limitation des regroupements, ont eu des impacts sur la qualité du travail et la coopération entre le Mali et l'Unicef. « C'est pour cela que nous avons formulé une requête auprès de l'Unicef pour l'obtention de matériels informatiques pour faciliter les échanges entre les partenaires à travers un travail à distance. L'Unicef que nous remercions pour la qualité de la coopération a répondu favorablement à notre demande pour le bien-être des enfants et des communautés.

Je demande aux structures bénéficiaires de faire bon usage du matériel mis à leur disposition pour faciliter le télétravail et renforcer la coopération », a déclaré le représentant du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Le représentant adjoint de l'Unicef au Mali, Félix Ackebo s'est réjoui de la coopération entre le Mali et l'Institution onusienne qui est au beau fixe avec surtout le programme de coopération Mali-Unicef 2020-2024.

Il a souligné qu'avec la pandémie de la Covid-19, il fallait une autre méthode de travail, le télétravail pour continuer à travailler pour les enfants et les communautés, communiquer entre partenaires pour nous rapprocher davantage. « Ainsi, nous avons pensé qu'il était utile de mettre à votre disposition ce lot de matériels adéquats utilitaires pour réussir nos missions », a-t-il soutenu.

Notons que le Mali et l'Unicef célèbrent cette année le 60^e anniversaire de leur premier accord de coopération signé le 19 novembre 1962 et le projet « Enfants et médias au Mali » est mis en œuvre depuis 2019 par l'AMAP, l'AP-JEC et l'Unicef.

Kader MAÏGA
Source: L'Essor- Mali

Mopti : La protection des civils au cœur de l'opération Mongoose 2.5 menée par la force opérationnelle mobile de la Minusma



Du 25 au 31 octobre 2020, la composante de la Force de la MINUSMA, a mené une opération dénommée Mongoose 2.5, dans le cercle de Douentza, région de Mopti. Cette opération de sécurisation et de démonstration de force a mobilisé trois différentes unités aériennes et terrestres des secteurs Ouest et Centre de la MINUSMA, à savoir les Casques bleus des Forces spéciales égyptiennes et l'unité pakistanaise d'hélicoptères venus du secteur Ouest à Tombouctou, ainsi que les forces de réaction rapide togolaises et sénégalaises cantonnées dans le secteur Centre. Le Commandant de la Force onusienne au Mali, le Lieutenant général Dennis Gyllensporre, a lui-même assisté à cette opération.

L'opération hélicoptérée et d'infiltration pédestre, Mongoose 2.5, revêt un double objectif : rassurer les populations afin de leur permettre de mener leurs activités quotidiennes, et démontrer la capacité de la MINUSMA à déployer sa Force opérationnelle mobile, par voie aérienne et avec des moyens robustes, en tout temps et tout lieu, y compris dans des endroits difficilement accessibles par la route, en synchronisant les actions des forces aériennes et terrestres pour avoir un impact significatif dans un court laps de temps.

C'est le lieutenant-Colonel Stephan Tiller des

Forces Armées Allemandes, Chef de l'Elément de Liaison de la Task-Force d'Intelligence, Surveillance et Reconnaissance au sein de la MINUSMA, qui est aux commandes la Force opérationnelle mobile. Lors de l'opération Mongoose 2.5, il était présent à Douentza pour s'assurer du déploiement effectif des diverses forces spécialisées dans le Cercle de Douentza et ses environs. « **Le concept de la Force opérationnelle mobile nous donne la flexibilité et la réactivité nécessaires pour créer un environnement plus sûr et plus stable, de concert avec d'autres forces partenaires. À l'image des Nations unies, cette Force mobile opérationnelle est globalement composée de Casques**

bleus de diverses origines, dont l'Égypte, le Pakistan, le Salvador, le Cambodge, le Togo et le Sénégal », a-t-il expliqué. Par ailleurs, « **la Force mobile opérationnelle est dotée d'une capacité plus mobile et plus agile pour protéger la population locale, soutenir le développement régional et recueillir des informations** », a-t-il ajouté.

En effet, Mongoose 2.5 s'inscrit au cœur de la mise en œuvre du nouveau mandat consacré dans la résolution 2135, du 30 juin 2020. Ce dernier confère au personnel en uniforme de la MINUSMA la mission, entre autres, « **d'empêcher le retour d'éléments armés actifs dans les principales agglomérations et les autres zones où les civils sont en danger, en n'y menant des opérations directes qu'en cas de menaces graves et crédibles.** »

Le Commandant des Casques bleus au plus près de la population et de ses troupes

« Depuis notre poste de commandement avancé installé temporairement à Douentza, j'ai assisté à cette opération qui représente une action majeure s'alignant sur les priorités phares de la Force de la MINUSMA, à savoir la protection des civils. C'est un aspect essentiel de notre



mandat que nous travaillons sans relâche à mettre en œuvre pour contribuer à créer un environnement sûr et sécurisé pour le peuple malien, notamment dans le centre. Et c'est dans cette optique que la Force adapte continuellement sa posture en étant proactive, robuste, flexible et agile pour améliorer notre appui à la mise en œuvre de l'Accord de paix, à la stabilisation et à la restauration de l'autorité de l'État au centre du pays », a déclaré le Commandant de la Force onusienne, le Lieutenant général Dennis Gyllensporre, qui s'est rendu sur le terrain sur toute la durée de l'opération.

Au cours de cette visite à Douentza, le chef des Casques bleus au Mali s'est entretenu avec le Maire de la commune pour mieux s'imprégner de la situation sécuritaire, et témoigner de l'appui de la Force onusienne s'enquérir de la perception de la population sur les actions de la MINUSMA, d'autre part. « Avec la présence de la MINUSMA, nous arrivons à coordonner nos actions au bénéfice des communautés. De plus, les différents contingents font des donations aux populations et avec l'appui financier de la Mission, bon nombre d'infrastructures publiques ont été réhabilitées et aménagées, ces deux dernières années », a souligné M. Housseiny Bocoum, Maire de la commune urbaine de Douentza.

Dans la zone, plusieurs notables abondent dans le même sens. Pour D. Mamadou, habitant de Douentza, « la présence de la MINUSMA sur le terrain, et parfois aux côtés des FDSM est rassurante et procure le cœur posé. Les Casques bleus sont courageux et je suis content qu'ils aident nos forces armées ».

En effet, le succès de la Force mobile reposera sur le partenariat continu, d'abord avec le Bureau régional de la MINUSMA à Mopti, puis avec les autorités locales et les Forces de Sécurité maliennes qui ont joué un rôle crucial, à travers, notamment le partage d'information sur leurs activités dans la zone d'intervention. Par conséquent, la force mobile opérationnelle travaille en étroite collaboration avec tous les partenaires et les unités afin d'élaborer des solutions à une variété de défis et de problèmes de sécurité auxquelles sont confrontées les populations.



Un soutien plus synchronisé et plus solide des opérations futures dans la région

Dans le cadre de l'opération Mongoose, le 27 octobre 2020, les Forces spéciales égyptiennes ont été hélicoptérées par l'unité MI-17 des Casques bleus du Pakistan, appuyées par les hélicoptères d'attaques MD-500 du Salvador. Cette synchronisation a permis aux Casques bleus de l'Égypte d'effectuer des patrouilles pédestres de reconnaissance dans le village de Debere, alors que les troupes du Togo s'étaient positionnées en tant que forces de réaction rapide prêtes à intervenir en cas de besoin. Selon le Lieutenant-colonel Kilimou Manzama-Esso, commandant du bataillon togolais, en plus de leurs contributions aux trois phases préparatoires aux côtés des autres troupes, ils ont aussi fourni un appui logistique, étant donné qu'il s'agit de leur secteur. Un autre moment clé de l'opération militaire a été l'étape du 29 octobre 2020, quand les Forces Spéciales de l'Égypte ont mené des patrouilles de reconnaissance dans le village de Bombou, y compris à Libé où elles ont sécurisé la mission de terrain composée de personnels

civils de la MINUSMA. Les forces de réaction rapide du Sénégal, les unités d'hélicoptères respectives des Casques bleus du Pakistan et du Salvador ont conduit les mêmes manœuvres d'interventions aériennes et terrestres pour faciliter l'opération.

Troisième du genre, cette opération de démonstration de force pose un jalon important dans la poursuite des efforts de la MINUSMA à appuyer le redéploiement et les actions quotidiennes de sécurisation des Forces de Défense et de Sécurité Maliennes au profit des populations du Centre, pour ainsi contribuer à créer les conditions favorables au retour de l'État malien ainsi que les organisations non gouvernementales.

À noter que les premières phases ayant précédé Mongoose 2.5 ont permis, à plusieurs reprises, de tester cette nouvelle capacité de projection rapide de forces, s'affranchissant des voies de communication terrestres, pour rendre moins prévisibles les opérations de la Force onusienne au Mali.

**Bureau de la Communication
Stratégique et de l'information
publique de la Minusma**



Acharnement injustifié de l'UNTM contre l'OCLEI :

La preuve par la Coordination des DFM, DAF, DRH et CPS

La Coordination des comités syndicaux DFM, DAF, DRH et CPS de la Primature et des départements ministériels n'est pas partante pour la grève de 72 heures programmée par l'UNTM. En cause, des incohérences graves dans le préavis de grève dont l'une est la guerre acharnée que livre l'UNTM contre l'OCLEI (Office Central de Lutte contre Enrichissement Illicite), guerre qui discrédite cette centrale à un moment où tout le monde convient qu'il faut lutter contre le fléau de la corruption en bannissant l'impunité !

En conséquence, la Coordination des comités syndicaux des DFM, DAF, DRH et CPS se désolidarise du mot d'ordre de cette grève et demande à ses militants de ne pas l'observer. Pour rappel, l'Union Nationale des Travailleurs du Mali a déposé sur la table du gouvernement, le lundi 2 novembre 2020, un préavis de grève de 72 heures allant du 18 au 20 novembre prochain. Le cahier de charge de la centrale comporte plusieurs revendications.

Un désaveu pour le secrétaire général de l'UNTM, Yacouba Katilé qui, loin de lutter pour l'égalité de chances et de rémunération à travers des grilles unique par catégorie, tente plutôt d'annihiler les efforts de l'OCLEI contre les délinquants financiers. D'où le désaccord de la Coordination des comités syndicaux des DFM, DAF, DRH et CPS de la Primature et des départements ministériels ! En effet, cette dernière a, dans un communiqué rendu public lundi, formulé des réserves sur certains points du préavis de grève de 72 heures de la centrale UNTM.

Il s'agit spécifiquement du point concernant l'arrêt des activités de l'Office Centrale de Lutte contre la Corruption et l'Enrichissement Illicite que Katilé qualifie d'« illégales ». Sur ce point, voici la réaction de la Coordination

des comités syndicaux des DFM, DAF, DRH et CPS de la Primature et des départements ministériels : « l'assemblée générale reste convaincue que la lutte contre la corruption est un devoir syndical, et par conséquent, nous devons prêter main forte à toutes les structures de contrôle et de vérification pour la déontologie, l'éthique et notre engagement auprès des militants ».

Même réaction par rapport à l'instauration et l'augmentation de la dotation budgétaire du Conseil Economique, Social et Culturel que la Coordination des comités syndicaux des DFM, DAF, DRH et CPS de la Primature et des départements ministériels trouve « inopportune » en raison des résultats peu probants de cette institution trop bien budgétivore déjà ! Idem pour le point relatif à une large participation au Conseil National de Transition (CNT). En effet, pour la coordination, « la part belle de représentation au sein des membres du Conseil National de Transition doit revenir aux vrais acteurs de l'avènement de la quatrième République pour éviter l'échec de la refondation du Mali » !

C'est donc un faux procès fait à l'OCLEI que d'affirmer que la poursuite de ses activités de terrain est attentatoire à la présomption d'innocence des fonctionnaires... D'où la colère d'un observateur politique qui s'en est indigné en ces termes : « S'il est vrai que des prérogatives légales ont permis à certains fonctionnaires d'être plus à l'abri du besoin que le Malien moyen, d'autres ont utilisé leurs fonctions pour capter des biens énormes en toute illégalité. Les actions de l'OCLEI sont dirigées contre ces derniers. S'y opposer revient à défendre des fonctionnaires véreux qui, insidieusement, ont creusé le trou béant dans lequel le pays est plongé maintenant.

Les Maliens savent que certains fonctionnaires sont devenus des Rockefeller tropicaux.



Ils vivent ce fait au quotidien avec une amertume résignée. Attention, il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur tous les fonctionnaires. Beaucoup de fonctionnaires exercent leur fonction avec l'abnégation du Malien d'antan. Il n'y a rien de pire pour un peuple que de lui délivrer un discours juste sur la défense de ses intérêts dans le but de le duper et, dans le même temps, se comporter en apparatchiks comme dans l'ex-Union Soviétique. Les bons vœux ne font pas toujours les bonnes œuvres. Souvent ils sont des écrans de fumée permettant de cacher des intentions malignes et prédatrices.

Il nous revient que dans certaines chancelleries, il est de bon ton de dire que les africains sont toujours disposés à s'étriper pour les os à rognier du bétail qu'on leur a dérobé. Ce genre de situations donne du grain à moudre à ceux qui ont une petite estime de nos peuples. **Dans son histoire récente, le Mali n'a jamais été si près du gouffre d'où la nécessité impérieuse d'un réflexe patriotique rompant avec tout corporatisme, tout clientélisme. Les maliens, il n'y a pas longtemps, étaient vus par le reste du monde comme les peuples au sein desquels les solidarités communautaires étaient les plus fortes.**

Actuellement l'individualisme est devenu la donnée cardinale, la valeur prééminente... Il demeure que le syndicalisme est inscrit dans la substance même de tout système qui se veut démocratique. Toutefois les luttes catégorielles n'ont aucune justification admissible lorsque la nation est en lambeaux, le pays en perte.

■ Yama DIALLO

ATT : Les maliens ne sont pas « morts » pour lui, mais ils lui sont foncièrement restés reconnaissants

L'ancien Président de la République, Amadou Toumani Touré n'est plus ! Victime du coup d'État le plus stupide de l'histoire perpétré par le capitaine Amadou Haya Sanogo et sa clique en mars 2012, ce grand homme, par souci pour les maliens, avait accepté de se démettre quelques jours après. De même que son départ n'avait suscité aucun émoi dans l'opinion, l'ancien président ATT avait fini par regagner le bercail en décembre dernier où il avait été accueilli par une foule nombreuse.

« Je me porte bien et je suis heureux d'être là », avait alors dit le vieux commando du haut de ses 70 ans révolus. Rien ne présageait à l'époque un départ si précipité. Général à la retraite élu président en 2002, réélu en 2007, ATT avait été renversé le 22 mars 2012 par le

capitaine Sanogo et sa junte. En avril 2012, il avait formellement démissionné, puis quitté le Mali pour le Sénégal. Le Président Amadou Toumani Touré était sans doute le président le plus populaire de toute l'histoire du Mali !

L'heure n'est certes plus à « ATT Anw bè saa i nôfè » « ATT nous sommes prêts à mourir toi », mais les maliens ont toujours porté ce « Grand Monsieur » dans leur cœur et lui sont toujours restés, durant toute sa vie, reconnaissants. Celui qui accéda à Koulouba après lui grâce à un coup de pouce de la soldatesque de Sanogo le savait bien, et il a essayé de jouer sur cette corde avant de céder à son orgueil. Comme à son arrivée à l'aéroport en décembre dernier, plusieurs centaines de partisans ont pris d'assaut son domicile privé à l'annonce de son décès.

Pour ces derniers, « Il fut un président exemplaire pour le Mali, il connaissait mieux le Mali plus que quiconque ». « C'est le père de la démocratie malienne, attiré, il nous a appris à nous aimer les uns et les autres ». Ironie du sort, son tombeur, qui a passé cinq ans en prison, est en attente de jugement, et son principal pourfendeur de l'époque, entre-temps devenu Président de la République, qui n'a pu combler les attentes des maliens, est finalement sorti de l'histoire du Mali par la petite porte !

Comme quoi, la baraka ne ment pas ! Il a vécu par la baraka, il est parti avec la baraka... Que le Bon Dieu l'accueille dans son paradis !

■ Yama DIALLO



Retour sur son parcours

Amadou Toumani Touré est né le 4 novembre 1948 à Mopti, dans l'ancien Soudan français, où il fréquente l'école fondamentale. Entre 1966 et 1969, il est inscrit à l'école normale secondaire de Badalabougou à Bamako pour devenir instituteur. Finalement, il intègre l'armée en entrant à l'école interarmes de Kati. Au sein du 33e Régiment des commandos parachutistes, il grimpe rapidement les échelons. Après plusieurs stages en URSS et en France, il devient commandant du 33e RCP en 1984.

En mars 1991, après les manifestations populaires réprimées dans le sang, il participe au coup d'État contre Moussa Traoré, prend la présidence du Comité de transition pour le Salut du peuple et assure les fonctions de chef de l'État pendant la transition dé-

mocratique.

Il organise la conférence nationale (qui s'est déroulée du 29 juillet au 12 août 1991), puis des élections législatives et présidentielles en 1992. À l'issue de ces élections, il remet le pouvoir au nouveau président élu Alpha Oumar Konaré. On le surnomme alors le « soldat de la démocratie ».

Dans les années 1990, il fonde et dirige une fondation pour l'enfance.

George W. Bush et Amadou Toumani Touré, à la Maison-Blanche (Bureau ovale), en 2008. En juin 2001, il est l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, en République centrafricaine, après un coup d'État manqué contre Ange-Félix Patassé. Le 1er septembre 2001, il demande et obtient sa mise en retraite anticipée de l'armée. Il décide de se lancer

dans la vie politique en posant sa candidature pour l'élection présidentielle de 2002. Il est élu président de la République le 12 mai 2002 avec 64,35 % des voix au second tour.

Dans la nuit du 21 au 22 mars 2012, un peu plus de deux mois avant la fin de son mandat, il est renversé par un coup d'État. Les mutins du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État, dirigé par le capitaine Amadou Sanogo, dénoncent la gestion du conflit au nord Mali entre l'armée et la rébellion touareg dans le cadre de la guerre du Mali. Le 8 avril 2012, il annonce officiellement sa démission. Il part en exil au Sénégal avec sa famille proche sous les auspices de l'État sénégalais et se maintient à l'écart de la vie politique de son pays. Il est définitivement rentré le 15 décembre 2019. Il meurt le 10 novembre 2020.



Mahmoud Dicko Homme de l'année : Triste ironie de l'histoire

Le Centre International de Conférence de Bamako (CICB) a abrité la cérémonie magnifiant le mythique Imam, samedi 7 novembre 2020. Une activité qui se tient dans un Mali où le contexte n'a nullement changé alors que le parrain de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants (CMAS) reste au début et à la fin du déclin du pays, depuis la fin du régime Amadou Toumani Touré (ATT).

C'est un ancien palais des congrès qui a refusé du monde suite à l'appel de la « Plateforme Forum Libre ». Un groupement venu de nulle part qui réussit son entrée fracassante dans l'arène médiatique, voire politique. La preuve : Aliou Boubacar Diallo de l'Alliance Démocratique pour la Paix (ADP-Maliba) faisait office de parrain. Ce dernier n'a pas manqué de prendre la parole pour féliciter l'Imam Mahmoud Dicko.

Force est d'admettre que ce « show » reste en soi une mascarade socio-médiatique : ça s'appelle simplement du « BUZZ ».

S'il est vrai que l'Imam Dicko a été le plus en vue médiatiquement, il est clair que son prix n'est pas décerné sur de bonnes bases. Ses sorties populaires qui au départ portaient pour

dénoncer la gouvernance ont conduit au rejet des institutions. Sa capacité de mobilisation a permis de capitaliser les frustrés d'alors autour de lui.

L'Imam Mahmoud Dicko a provoqué une onde de choc qui a fédéré assez de formations et leaders donnant naissance au Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). La suite on la connaît : le régime Ibrahim Boubacar Kéita tombera et près de deux (02) mois après ce tournant, le mouvement en question a été sévèrement mis sur le banc par l'Imam qui n'est pas qu'à la Mosquée, car en sort quand il le faut, surtout quand il le veut !

Trois (03) mois suite au dernier coup d'État, on peut constater que le quotidien du Malien n'a pas changé en plus la même insécurité continue !

Au sommet de l'État, c'est le même copinage et la gouvernance à vue avec un Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) qui pilote tout ! Au Centre dans la région de Mopti et environs, les exactions continuent et nous n'avons pas un jour qui passe sans un mort ! La région de Ségou reste l'actuelle tribune de confrontations entre l'exécutif et les terro-

ristes. Des questions perdurent sur Farabougou qui ne semble pas avoir été pacifié donnant raison à ceux qui parlaient d'un « coup de com » des membres de la junte de Kati partis sur les lieux. Le Président de la Transition menace ; Bah N'Daw s'agite, tout comme l'ancien mais sur le terrain rien ne bouge.

Avec les autorités du moment, une nouvelle majorité est aux affaires : militaires, civils, et même la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS) qui s'y plait très bien ! Pourtant, c'est bien Mahmoud Dicko qui avait conduit Ibrahim Boubacar Kéita à Koulouba, en 2013. Il ne s'en cache pas et l'assume ouvertement alors que c'est aussi lui qui a désigné Dr Boubou Cissé à la Primature. Un Premier ministre qu'il qualifiait affectueusement de « fils », déçu de la gestion de ce dernier alors qu'une partie de l'opinion indique que Moctar Ouane serait un choix de l'Imam Mahmoud Dicko.

Ne parlons même pas des ministres qui ont eu besoin de son soutien pour rallier le Gouvernement. La plupart des gouvernements sous l'ère Ibrahim Boubacar Kéita ont eu ses « pions » dans ce sens. Le cas le plus flagrant est celui de Mohamed Salia Touré comme ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, dernier en date à l'heure de la Transition.

Par Bamoisa
Source : Nouvelle Horizon

Alasseny Barry, vice-président de la plateforme dogon, peulh et voisins : « Nous appelons le gouvernement à désarmer toutes les milices »



Prendre des conseils et des orientations auprès des cadres de la région de Mopti à Bamako, mobiliser les jeunes pour la promotion de la paix entre dogon et peulh, inviter l'état à prendre ses responsabilités... le vice-président de la plateforme dogon, peulh et voisins, Alasseny Barry revient dans cette interview qu'il a accordée à l'observatoire sur les raisons qui ont prévalu à la création de leur mouvement. Pour lui, les jeunes ont un grand rôle à jouer pour le retour de la paix dans les cercles de Koro, Bandiagara, Bankass et Douentza, d'où l'idée de la plateforme.

L'Observatoire : Vous êtes le vice-président de la plateforme Dogon, Peulh et Voisins, créée pour contribuer au retour de la paix dans le centre du pays. Parlez-nous de cette plateforme ?

Alasseny Barry : La plateforme Dogon, Peulh

et Voisins regroupe les jeunes des quatre cercles de la région de Mopti. Il s'agit de Koro, Bandiagara, Bankass et Douentza. Ces jeunes de la plateforme ont été sélectionnés sur la base de leurs activités qui consistent à maintenir la paix et à travailler dans le sens du retour de la paix. Ce sont des jeunes qui n'ont pas appelé à la violence et qui n'ont pas de partie prise. Nous avons constaté effectivement que des gens mal intentionnés ont mis dos à dos nos parents qui cohabitaient ensemble au village, qui étaient même devenus une communauté. Conscient de cela, ici à Bamako, nous, les jeunes, nous nous sommes réunis pour travailler et contribuer au retour de la paix et de la cohésion sociale dans le centre du pays.

A Bamako, vous avez rencontré des cadres ressortissants des cercles (Koro, Bandiagara, Bankass et Douentza).

Qu'est-ce que vous leur avez dit lors de vos différentes entrevues ?

Oui, c'est vrai. Comme on dit chez nous, ce qu'un vieux voit étant assis, un jeune debout ne peut le voir. La question de sécurité étant délicate et glissante, nous les jeunes, sommes dits qu'avant de mettre les pieds, il est bon de prendre des conseils pour ne pas commettre des erreurs. C'est pourquoi, nous avons fait des démarches pour prendre des conseils et des orientations auprès des parents. Nous avons commencé cette activité par notre père Imam Mahmoud Dicko. Car, c'est suite à son appel que nous avons fait un front commun. Parce qu'il existait des Associations Dogon et Peulh qui évoluaient séparément dans ce sens-là. L'appel de l'imam Dicko aux Dogon et aux Peulh à déposer les armes et à faire la paix, nous a motivés à se retrouver et à travailler pour le retour rapide de la paix. Après,

nous sommes allés rencontrer M. Salif Kodio de l'OMH, les présidents des Associations des quatre cercles, Dr Aly Barry ; M. Aly Dolo et Pr. Aly Nouhoum Diallo. Nous avons rencontré beaucoup des personnalités. Tout cela pour prendre des conseils et des orientations.

Peut-on dire, aujourd'hui, que vous êtes suffisamment armés pour mener à bon port la mission que vous vous êtes assignée ?

Effectivement, nous sommes bien armés. Nous avons eu des expériences, nous avons pris des connaissances sur des obstacles. Nous sommes informés aussi des réels problèmes qui ont freiné nos cadres qui ont mené des actions de façon isolée. Ils nous ont partagé leurs expériences pour nous permettre d'aller de l'avant. Maintenant, nous pensons que nous sommes outillés pour savoir où attaquer, comment et quand.

Des actions de réconciliation initiées par des cadres Dogon et Peulh, dans le passé, n'ont pas connu de grand succès. Comment comptez-vous faire pour réussir là où vos prédécesseurs ont presque échoué ?

Cette question est délicate. Je me rappelle bien quand nous étions chez Moumouni Guindo, président de l'OCELI, lui, il a appelé à une synergie d'actions, puisqu'il y a beaucoup d'acteurs qui se vantent de travailler pour le retour de la paix. De façon isolée. Mais, concrètement, le résultat n'y ait pas. Cela démontre qu'il y a eu des actions parallèles voire isolées. A notre niveau, nous avons compris que c'est l'union qui fait la force. Il faut l'union de toutes les associations, de toutes les organisations et de toutes les personnalités pour faire réellement tâche d'huile pour le retour de la paix. Nous avons compris aussi qu'il faut obligatoirement l'implication de l'Etat. Car, tout part de l'Etat. Tant que l'Etat n'est pas impliqué, les actions des autres ne peuvent pas perdurer.

Vous interpellez l'Etat à s'impliquer dans le règlement du problème du centre. Est-ce que votre plateforme est reconnue par les autorités ?

Pour l'instant, on peut dire oui et non. Nous avons déposé une demande d'audience auprès du ministre de la réconciliation nationale. Il ne nous a pas appelés, d'abord. Mais, nous avons fait de nombreuses sorties médiatiques qui nous permettent de croire que nous sommes connus. Notre rôle, c'est d'informer l'opinion publique de la situation du centre et d'inviter l'Etat à prendre ses responsabilités. Nous avons estimé que, le fait de rencontrer les cadres des cercles pour leur expliquer nos préoccupations, et inviter les autorités à s'impliquer davantage était plus professionnel qu'organiser des marches de protestations.

Avez-vous un plan d'action ?

Nous avons démarché des personnalités. Nous avons fait des sensibilisations. Nous comptons descendre sur le terrain. Vu que la finalité même c'est le centre, toutes les actions entreprises concourent au retour de la paix. Nous comptons préparer des équipes qui descendront sur le terrain pour s'enquérir des réalités et sensibiliser les acteurs, qui, en majorité sont des jeunes. Nous avons compris aussi que la plupart des gens qui détiennent une arme sont des jeunes. Les vieux ne prennent pas des armes, les enfants non plus. Donc, qui pour mieux écouter un jeune qu'un autre jeune. Nous sommes là pour accompagner et sensibiliser nos parents.

Avez-vous des contacts sur le terrain ?

Oui. La plateforme a environ 200 membres. Parmi ces membres, il y a des résidents à Bamako, mais d'autres dans les différents cercles. Nous avons déjà des représentants dans les quatre cercles. Une fois que les choses prendront la forme, nous allons les contacter. Et les gens continuent à adhérer sur le terrain. Ce sont nos points focaux, d'ailleurs.

Il n'y a pas longtemps, l'ex porte-parole de Dana Ambassagou, Marcelin Guen-guéré, et le chef de la milice peulh, Sékou Bolly, se sont donné la main pour travailler au retour de la paix. Est-ce que vous avez des contacts avec eux ?

Nous n'avons pas de contact avec ceux-ci au nom de la plateforme. Mais, certains de nos membres ont l'habitude de travailler avec les

deux. C'est un bon signal. Aujourd'hui, c'est Peulh et Dogon pour le retour de la paix.

Quelles sont vos principales recommandations, d'abord au gouvernement, et, ensuite, aux cadres ressortissants du centre ?

D'abord, au gouvernement, j'ai toujours dit, du début à la fin, la faute incombe au gouvernement. Quand nous prenons le problème du centre, c'est vrai que l'élément djihadisme a été déclencheur. Mais, il y avait l'injustice et la pauvreté. Ces facteurs ont été générés par le gouvernement dont ses représentants rendaient mal le jugement notamment sur les litiges fonciers entre agriculteurs et éleveurs. Toute chose qui a amené des tensions entre les communautés. Au début des conflits à aujourd'hui, le gouvernement n'a posé aucune action concrète, nous voulions que le gouvernement, au lieu de sous-traiter la sécurité avec des milices prenne sa place. Etant donné que la sécurité, l'éducation, la santé incombent à lui. Nous appelons le gouvernement à tout mettre en place pour occuper le terrain. Il faut déployer l'administration et l'Armée pour sécuriser les personnes et leurs biens. Dans un second temps, nous appelons le gouvernement à désarmer toutes les milices. Une arme doit être détenue seulement par les militaires. Dans un troisième temps, le gouvernement doit mettre tout en œuvre pour le retour définitif des déplacés parce qu'il y a des villages tant qu'ils ne retournent pas leurs voisins ne peuvent pas avoir la paix. Tous les déplacés doivent regagner leur localité d'origine. Et ensuite, le gouvernement doit entreprendre des actions d'accompagnement.

Pour nos cadres, nous les invitons à une synergie d'actions pour le retour de la paix puisque nous avons constaté que dans ce conflit, il y a beaucoup qui entreprennent des actions solitaires et puis à des fins diverses. Nous devons dépasser tout ça. Le centre a souffert, le centre a besoin réellement des solutions concrètes et cela passe par la synergie d'actions de tous les cadres ressortissants du centre, vivants à Bamako.

**Propos recueillis par Ousmane Morba
Source: L'Observatoire**

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Promotion de la culture : L'union européenne soutient huit projets culturels pour la paix et la diversité

La signature de 8 contrats de subvention, de l'Union européenne (UE) pour une valeur de plus de 97,8 millions de FCFA, pour le financement d'activités culturelles dénommée : «La culture pour la paix, unis dans la diversité» s'est tenue, jeudi dernier, au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Les lauréats ont été retenus après un Appel à manifestation d'intérêt (AMI). Ce financement représente la première phase de l'AMI destiné à soutenir les festivals, productions audio-visuelles et formations professionnelles dans le domaine culturel.

La délégation de l'UE avait reçu 120 demandes de subvention. Les 8 projets sélectionnés sont : «La résilience, culture et vivre ensemble», «Bogo ja- 8è édition», «Caravane culturelle de l'entente», «Mali mode académie», «Nous sommes d'ici» et «Patrimoine en balade». S'y ajoutent «Le Programme d'initiation, de formation et de promotion culturelle de la teinture indigo» et «Le Projet de formation suivie de création et de diffusion d'une pièce théâtrale».

Ces projets interviennent dans les localités de Tombouctou, Gao, dans le Nord, Bamako, la capitale, Siby, Koulikoro, Mopti, Bandiagara (Centre) et Kayes (Ouest). Ils concernent le théâtre, la musique, l'artisanat, le cinéma et la mode.

Le montant total des subventions pour les deux phases se chiffre à un peu plus de 262,382 millions de FCFA. La première phase sera exécutée avant la fin de l'année. Quant à la deuxième, elle se déroulera en 2021.

Pour la sélection des projets, précise un dossier de presse de l'UE, la priorité a été donnée aux actions qui favorisent le brassage entre les régions et la promotion de la paix et de la cohésion sociale au Mali. Il s'agit également des activités culturelles qui ont un potentiel de création d'emplois décents et pérennes dans le secteur culturel, y compris l'artisanat

culturel et l'artisanat d'art.

L'ambassadeur de la délégation de l'UE au Mali, Bart Ouvry, a salué la diversité et la qualité des projets. Il a indiqué que ce financement vise à promouvoir la diversité culturelle au Mali et à contribuer, en tant qu'atout, à l'unité et la paix. M. Ouvry a, également, souligné le rôle déterminant des arts et de la culture dans la vie du pays.

« En s'attaquant au peuple malien, les groupes armés terroristes s'attaquent à son identité culturelle », a déclaré le diplomate européen. «Notre volonté est de rester impliqué dans la sauvegarde et la restauration des patrimoines. Nous voulons nous mobiliser pour les acteurs culturels maliens pour les professionnaliser à faire de bons projets pour les jeunes en tant qu'acteurs culturels», a-t-il ajouté.

Le ministre des Maliens de l'extérieur et de l'Intégration africaine, Alhamdou Ag Ilyene, représentant son collègue des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a rappelé que l'UE a lancé, en juillet dernier, ce processus pour le financement d'activités culturelles. «Au regard du contexte actuel, il me paraît opportun de rappeler que la culture est un levier d'intégration sociale pour les communautés ou des régions en difficultés», a déclaré Alhamdou Ag Ilyene.

La ministre en charge de la Culture, Kadiatou Konaré, a, également, relevé que la coopération culturelle avec l'UE est majeure. «Leur accompagnement engage notre département à davantage instaurer la bataille pour la culture, la stabilisation, la cohésion sociale et la paix dans notre pays», a dit Kadiatou Konaré. Lamine Diarra, directeur artistique de la Compagnie «Kuma so» et porte-parole des bénéficiaires, a estimé qu'il était grand temps pour les acteurs de la création artistique de bénéficier d'un tel financement. «Je suis convaincu que c'est par la culture qu'on portera haut le flambeau de ce pays, comme auparavant», a-t-il dit.

MDD/MD

Source: L'Essor- Mali



Madagascar : Inauguration en grande pompe du palais de la reine restauré

A Madagascar, vingt-cinq ans après l'incendie qui a détruit une partie du Rova, l'enceinte du palais de la reine dans la capitale Antananarivo, le président de la République Andry Rajoelina a inauguré vendredi 6 novembre en grande pompe, devant un parterre d'invités prestigieux, l'ancien palais de la Reine restauré. La veille, Madagascar avait récupéré la couronne du dais de la dernière reine malgache Ravalona III (1861-1917), joyau national restitué par la France.

Dans son allocution, le chef de l'Etat, vêtu de rouge, la couleur de l'ancienne royauté, a essentiellement parlé de la fierté nationale que représente cette réhabilitation du site. L'ancien palais de la Reine, perché sur les hauteurs Ce château serra la fierté des Malgaches, a déclaré le président Rajoelina, lors de l'inauguration solennelle des bâtiments réhabilités, au micro de notre correspondante Laure Verneau

Laure Verneau d'Antananarivo, avait brûlé en 1995. « Bien que des pays et des organisations nous aient tendu la main, nous avons préféré cotiser plus - en signe de souveraineté nationale comme le disaient les descendants de souverains - et ne pas demander de finance-

ments venant de l'extérieur : c'est notre propre argent qu'on a utilisé pour rebâtir et reconstruire cette infrastructure. Ce château est le témoin du passé, visage du présent mais surtout le reflet de l'avenir du pays. Ce château de Madagascar sera la fierté des Malgaches !...», a conclu le président malgache.

Une réhabilitation qui a suscité son lot de polémiques

Une douzaine d'association de la société civile se sont insurgées contre une partie de la rénovation du site qui inclut la construction d'un colisée dans l'enceinte du palais de la reine. D'une capacité de 400 places, il doit accueillir

des représentations populaires et culturelles sur l'histoire du pays. Pour ces associations, cette arène de style romain n'a pas sa place à côté du palais, un lieu historique et sacré situé sur les hauteurs de la capitale.

Une requête a été déposée pour suspendre les travaux auprès du tribunal le 4 novembre. Pour la société civile estime que ces travaux sont illégaux.

L'Unesco s'était aussi émue en début d'année de cette construction, faisant craindre pour le classement de la ville haute d'Antananarivo au Patrimoine mondial. Lors de son allocution vendredi, le président a évité d'évoquer ce « colisée » en cours de finition dans l'enceinte du palais, fermé vendredi aux invités.

Restitution par la France de la couronne du dais

La veille, le gouvernement avait mis en avant la restitution par la France de la couronne du dais de la dernière reine malgache Ravalona III (1861-1917). Cette pièce royale, qui ornait le sommet du trône de la reine, était exposée depuis 1910 au musée des Invalides à Paris.

La coiffe de zinc doré garnie de tissu ocre et grenat est désormais exposée dans le palais royal restauré et cette restitution ne passe pas auprès de certains élus en France. Des sénateurs dénoncent le fait que cette restitution se soit faite sans Max Brisson, le vice-président à la commission des Affaires culturelles du Sénat (et membre du groupe Les Républicains), joint par Bineta Diagne qu'une loi ait été votée par le Parlement français. « La couronne de la reine de Madagascar est transférée à Madagascar sans qu'à aucun moment le Parlement n'ait été averti. Il s'agit de collections nationales, leur caractère inaliénable est dans la loi et tout transfert, tout retour de ces biens culturels vers leur pays d'origine doit donner lieu à une loi votée par le Parlement... Le chef de l'Etat décide, choisit dans les collections nationales en fonction des relations diplomatiques du moment, c'est le fait du prince ! » s'insurge Max Brisson, le vice-président à la commission des Affaires culturelles du Sénat (et membre du groupe Les Républicains), joint par Bineta Diagne, du service Afrique de RFI.

Source : RFI



Élections américaines : Donald Trump entraîne les républicains dans sa croisade judiciaire

Trois jours après l'annonce des résultats, Donald Trump n'a toujours pas concédé sa défaite et bloque la mise en place d'un processus de transition. Le président continue de mettre en cause l'intégrité du scrutin même si les experts et les responsables du déroulé du processus électoral s'accordent pour dire qu'aucun dysfonctionnement majeur n'a été constaté.



Donald Trump refuse toujours de croire à sa défaite. Il s'est lancé dans une croisade judiciaire pour obtenir le recomptage des bulletins, et ce avec le renfort du ministre de la Justice. Ce lundi, William Barr a autorisé les poursuites. Quelques républicains de haut rang, dont le chef de la majorité au Sénat, le soutiennent dans ce combat, qui selon les experts ne remettra pas en cause le résultat : aucune fraude massive n'a été documentée et l'écart de voix entre Joe Biden et Donald Trump est trop important.

« Le président Trump est 100 % dans son droit quand il demande à vérifier les allégations de fraude et examine ses options judiciaires, assure Mitch McConnell chef de la majorité républicaine au Sénat. Il y a vingt ans quand les résultats en Floride étaient très serrés, le vice-président Al Gore a épuisé tous les recours judiciaires et attendu décembre pour concéder sa défaite. Si des irrégularités majeures se sont produites cette fois, dont l'ampleur pourrait affecter le résultat, chaque Américain devrait souhaiter les voir exposées. »

Mais l'avance de Joe Biden sur Donald Trump dans les États où la course est serrée dépasse les dizaines de milliers de voix, contre seulement 537 en Floride en l'an 2000. La stratégie

du président semble vouée à l'échec.

Donald Trump tient encore les républicains

En tout cas, la pression du président sur ses troupes reste forte : seuls trois sénateurs du camp présidentiel ont osé féliciter Joe Biden pour sa victoire, la plupart s'en tiennent à un silence prudent. Donald Trump entend aussi démontrer qu'il est toujours aux commandes : il a limogé ce lundi son secrétaire à la Défense, via un message sur Twitter comme c'est son habitude. Le président empêche aussi la mise en place de la transition : il interdit à son administration de coopérer avec l'équipe du président élu.

Dans le même temps, le président Donald Trump doit aussi faire face à un ennemi qui décime ses plus fidèles soutiens : après son directeur de cabinet, le conseiller de Donald Trump chargé de conduire son combat judiciaire vient d'annoncer avoir été testé positif au Covid-19.

La chaîne Fox News, qui a longtemps été soutenue par Donald Trump, a interrompu un point presse de la porte-parole de la Maison Blanche en direct. Kayleigh McEnany assurait

que le camp démocrate était à l'origine de fraudes massives, quand la chaîne conservatrice lui a coupé la parole évoquant des accusations explosives et infondées.

Joe Biden se prépare pour gérer la crise sanitaire

De son côté, le président élu se prépare à accéder à la Maison Blanche. Même si la posture du locataire de la Maison Blanche ne lui facilite pas la tâche, Joe Biden s'est mis au travail. Sa priorité est la lutte contre le coronavirus, Joe Biden a annoncé la création d'une équipe de treize experts chargés d'élaborer un plan qu'il entend mettre en œuvre dès son investiture.

Le président élu s'est exprimé sur un ton grave ce lundi, malgré l'annonce de progrès dans la recherche sur un vaccin. « Nous faisons toujours face à un hiver très sombre », a-t-il prévenu Joe Biden avant d'implorer les Américains de porter un masque. « Le port du masque n'est pas un geste politique, a-t-il souligné, c'est une bonne manière, de commencer à rassembler le pays ».

Au Pérou : Le Parlement approuve la destitution du président Martin Vizcarra

Après 32 mois à la tête du Pérou, le très populaire président Martin Vizcarra a été destitué lundi soir pour une affaire de pots-de-vin. C'est le président du Parlement, Manuel Merino, qui va prendre les rênes du gouvernement jusqu'en juillet. Martin Vizcarra a réagi en disant qu'il quittait le pouvoir "la tête haute", tandis que des manifestants se sont rassemblés à Lima.

Cette fois, c'est la bonne. À l'issue d'une seconde procédure en moins de deux mois, le Parlement du Pérou a destitué, lundi 9 novembre, le président de la République Martin Vizcarra pour "incapacité morale". Il lui reproche des pots-de-vin présumés qu'il aurait reçus en 2014 en tant que gouverneur.

La motion pour déposer le chef de l'État, populaire parmi la population en raison de son intransigeance contre la corruption, a recueilli davantage de votes que les 87 nécessaires, avec 105 voix pour, 19 contre et 4 abstentions. "La résolution déclarant la vacance de la présidence de la République a été approuvée", a déclaré à l'issue du vote le président du Parlement, Manuel Merino, qui va prendre dès mardi les rênes du gouvernement jusqu'à la fin du mandat de Martin Vizcarra, le 28 juillet 2021.

"La tête haute"

"Je sors du palais du gouvernement comme j'y suis entré il y a deux ans et huit mois : la tête haute", a réagi Vizcarra face à la presse, entouré de ses ministres. Il a précisé qu'il se rendrait immédiatement à son domicile particulier et qu'il ne comptait pas donner de suites judiciaires à la décision du Parlement.

Il s'agissait de la seconde tentative de destitution de Martin Vizcarra, après un premier vote le 18 septembre 2020. Son prédécesseur, Pedro Pablo Kuczynski, n'avait pas pu, lui non plus, aller au bout de son mandat, obligé de démissionner sous la pression du Parlement après avoir été mis en cause dans le scandale Odebrecht, du nom de cette compagnie brésilienne de construction accusée d'avoir versé des pots-de-vin dans différents pays d'Amérique du Sud.

Plusieurs appels à manifester ont fleuri sur les réseaux sociaux, dans la foulée de la destitution, et plusieurs dizaines de personnes se



sont rassemblées dans la soirée à Lima, frappant sur des casseroles pour dénoncer le vote du Parlement. Sur des pancartes, les manifestants s'en sont pris au "Congrès putschiste", d'autres affirmant : "Merino, tu ne seras jamais président". D'autres rassemblements ont également été signalés dans les villes d'Arequipa et Trujillo.

Martin Vizcarra n'était membre d'aucun parti politique et ne disposait d'aucun soutien du côté des législateurs. Il s'était présenté dans la matinée devant le Congrès, réuni en séance plénière, afin d'assurer lui-même sa défense, niant de nouveau avoir reçu le moindre pot-de-vin lorsqu'il était gouverneur de la région de Moquegua (sud).

Forte popularité

"Je rejette avec véhémence et catégoriquement ces accusations, je n'ai pas reçu le moindre pot-de-vin de quiconque", a-t-il assuré avant de souligner que le choix de déclarer une vacance du pouvoir "est une mesure extrême" qui ne devrait pas être tentée par le

Congrès "tous les mois et demi".

Le président de la République, qui est devenu le porte-drapeau de la lutte anti-corruption, a en revanche souligné que 69 parlementaires faisaient l'objet d'une enquête judiciaire, sans pour autant avoir été destitués.

Une position qui lui permet de toujours s'appuyer sur un fort soutien populaire : les différentes enquêtes d'opinion ces derniers jours soulignent que trois Péruviens sur quatre veulent qu'il reste à la tête du pays. Le Congrès de son côté fait face à un rejet de la part de 59 % des personnes interrogées.

L'issue du vote du Parlement a d'ailleurs provoqué la multiplication sur les réseaux sociaux d'appels à manifester contre la décision des législateurs. La destitution a également été mal accueillie par les organisations patronales qui souhaitent voir le gouvernement se concentrer sur la réponse à la pandémie, alors que le pays compte près de 35 000 morts depuis mars, et le redémarrage de l'économie.

Source : AFP

Aigles : Mali-Namibie, déjà dix joueurs à Kabala

Le premier groupe a débarqué dimanche dans le fief de la sélection nationale. Un deuxième contingent est attendu aujourd'hui, alors que le reste des joueurs doit arriver demain



Le regroupement de la sélection nationale a débuté hier au Centre d'entraînement pour sportif d'élite, Ousmane Traoré de Kabala. Les Aigles préparent la double confrontation avec la Namibie, le 13 novembre à Bamako et le 17 novembre à Windhoek, la capitale namibienne, dans le cadre des 3^e et 4^e journées des éliminatoires de la CAN, Cameroun 2022. Sur les 37 joueurs convoqués par le sélectionneur national, Mohamed Magassouba, 10 joueurs sont déjà arrivés à Kabala.

Il s'agit du milieu de terrain d'Al Ahly Aliou Dieng, convoqué pour la première fois en sélection nationale, de l'attaquant Moussa Djénèpo (Southampton, Angleterre), des deux gardiens de but, Djigui Diarra (Stade malien), Ibrahim Bosso Mounkoro (TP Mazembe, RD Congo), de Hamari Traoré (Rennes, France), d'El Bilal Touré (Reims, France), de Moussa Doumbia (Reims, France), Youssouf Koné

(Elche, Espagne), d'Adama Traoré «Malouda» (Metz, France) et de Mamadou Fofana (Metz, France).

Pour la petite anecdote, l'ancien joueur du Djoliba, Aliou Dieng, a été le premier à débarquer à Kabala et a été suivi par Moussa Djénèpo. Selon nos informations, le reste du groupe est attendu aujourd'hui et demain dans le fief des Aigles.

Mais comme il fallait s'y attendre, tous les joueurs convoqués ne seront pas présents et le sélectionneur national Mohamed Magassouba devra se passer des services de quatre joueurs. Ces éléments ont pour noms : Sékou Koïta (RB Salzburg, Autriche), Mohamed Camara (RB Salzburg, Autriche), Yves Bissouma (Brighton, Angleterre) et Aly Mallé (Ascoli, Italie).

Ces quatre joueurs, faut-il le rappeler, faisaient déjà partie des absents du dernier stage de la sélection nationale à Antalya en Turquie.

Selon nos informations, les deux joueurs du RB Salzburg, Sékou Koïta et Mohamed Camara ont été retenus par leur club pour cause de Covid-19, tandis qu'Yves Bissouma et Aly Mallé sont blessés. Joint hier au téléphone, un membre du comité exécutif de la Fédération malienne de football (Femafoot), qui a requis l'anonymat, a exprimé son mécontentement envers les dirigeants du RB Salzburg, accusant le club d'avoir refusé de libérer Sékou Koïta et Mohamed Camara.

«Je suis indigné par la décision du Red Bull Salzburg. Nous avons envoyé la convocation de Sékou et Mohamed il y a plusieurs semaines et c'est seulement ce matin (hier, ndr) qu'ils disent que tous les joueurs du club sont en quarantaine. Nous allons saisir la FIFA et tout sera mis en œuvre pour que les deux joueurs puissent prendre part à cette double rencontre contre la Namibie», a menacé notre interlocuteur.

Le club autrichien a annoncé sur son site que six cas de Covid-19 parmi ses internationaux ont été identifiés. «Toute l'équipe est mise en quarantaine et par mesure de précaution, aucun membre de l'effectif ne partira en sélection avant de connaître les résultats des nouveaux tests», peut-on lire sur le site du club. Joint au téléphone quelques minutes après l'annonce du RB Salzburg, le milieu de terrain, Mohamed Camara a confirmé l'information et indiqué que les voyages de tous les internationaux du club «ont été annulés». «C'est vrai, nous sommes tous en quarantaine depuis ce matin (hier, ndlr).

L'entraîneur Jesse March a annoncé à tous les internationaux que tous les voyages sont annulés pour le moment. Nous sommes attristés pour ça, mais nous n'avons pas le choix. Pour l'instant, nous allons prier pour que nos coéquipiers gagnent les deux matches contre la Namibie. Nous sommes désolés de ne pas pouvoir effectuer le voyage», a dit celui qui a été élu meilleur joueur du mois d'octobre du RB Salzburg.

Yves Bisouma lui, a déclaré forfait parce qu'il a été touché au genou lors du dernier match

de Brighton et le médecin du club a informé la Femafoot de la situation du joueur. «Effectivement, la Femafoot a été contactée par le médecin de Brighton sur le cas de Yves Bisouma.

Il est touché au genou et sera malheureusement absent pour les deux matches contre la Namibie. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement et nous espérons le revoir très vite dans le groupe», a confié le vice-président de la Femafoot, chargé des sélections nationales, Kassoum Coulibaly «Yambox».

Sur sa page Facebook, l'ancien joueur de l'Académie Jean-Marc Guillou a présenté ses excuses au peuple malien pour son absence avant d'assurer qu'il n'a aucun problème avec le sélectionneur national. «Je suis blessé au genou, ça me fait très mal de ne pas pouvoir être présent avec la sélection pour disputer ces deux matches. Je voulais venir jouer cette fois-ci avec mes coéquipiers, mais Dieu n'a pas voulu. Je saisis cette occasion pour rassurer les uns et les autres que je n'ai aucun problème avec qui que ce soit. Les rumeurs sur un malentendu avec le sélectionneur national, Mohamed Magassouba, sont totale-

ment infondées. Il n'y a aucun problème entre lui et moi, tout se passe bien. Je souhaite bonne chance aux Aigles», a clarifié Yves Bisouma.

L'ancien sociétaire de l'AS Black Star de Badalabougou, Aly Mallé, a également exprimé sa tristesse de ne pas pouvoir répondre, pour la deuxième fois, à la convocation de la sélection nationale. «Je suis triste, c'est la deuxième fois que je suis appelé et je n'arrive toujours pas à répondre à la convocation. C'est très dur mais ce sont des choses avec lesquelles l'on doit toujours compter dans la vie. Mon genou me fait mal et j'ai même manqué trois matches du championnat.

Je suis de tout cœur avec le Mali et je fais confiance aux Aigles pour gagner les deux matches contre la Namibie», a confié Aly Mallé sur sa page Facebook. L'ancien attaquant de l'AS Black Star de Badalabougou évolue sous les couleurs d'Ascoli, pensionnaire de la D2 italienne.

Djènèba BAGAYOKO
Source : L'ESSOR





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos projets se préciseront considérablement, ce qui vous permettra de concentrer vos énergies là où vous pourrez donner le meilleur de vous. Certes, la route ne sera pas complètement dégagée, mais les défis seront là pour prouver ce que vous valez.

Entre des rentrées d'argent irrégulières et des frais fixes à assumer, vous aurez l'impression d'être en mauvais équilibre sur une corde au-dessus du sol. Si on vous doit de l'argent, il faudra être tenace, car vous aurez affaire à un débiteur récalcitrant.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Rendez-vous annulé, points de vue divergents ou problèmes d'organisation, voilà ce qui vous guettera. Notez que vos relations hiérarchiques pourraient se compliquer à cause d'informations déformées ou qui circuleront difficilement d'un poste à l'autre.

Jupiter bien positionné dans votre secteur argent vous facilitera la vie et vous permettra des dépenses, à condition de ne pas abuser de votre carte bleue. Mais à priori, vous aurez suffisamment la tête sur les épaules pour bien gérer votre budget.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les collègues ne semblent guère vous aider, au contraire. Il est possible qu'on vous demande de finir une tâche sous un délai express. Le courage peut momentanément vous manquer dans cette journée difficile. Faites des pauses pour vous régénérer.

Vous devez rester prudent vis-à-vis de l'argent. Les frais sont encore élevés et ils peuvent faire fondre une partie de vos revenus. Vous prenez les choses avec humour. C'est la meilleure façon de voir ces concessions actuelles. La patience est recommandée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le Soleil vous fera entrer dans une période constructive. Vous aurez l'occasion de signer un avenant ou un contrat, avec l'assurance que les engagements pris le seront pour longtemps. Extrêmement prudent, vous n'accepterez jamais un travail non déclaré.

Vous ferez un double noeud aux cordons de la bourse que vous ne dénouerez que pour des dépenses utiles ou pour vous acquitter des charges de la vie courante, comme l'électricité, le loyer ou les impôts ! Vous resterez sur l'idée de demeurer économe...



Lion (22 juillet - 23 août)

Besogneux, vous irez jusqu'au bout de vos tâches sans lever le nez de vos dossiers. Sauf qu'un collègue vous dérangera, car il aura besoin de vos services. Vous vous souviendrez à temps qu'il sera champion pour que les autres bossent à sa place.

Parce que le calendrier affiche un vendredi 13, vous croirez à votre chance financière et vous serez tenté de jouer pour gagner le gros lot. Avec toutes ces planètes en Vierge, vous risquerez de vous leurrer, car les sous ne rentreront pas par ce biais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous voudrez jouer la carte de la discrétion, mais les planètes s'ingénieront à vous pousser sur le devant de la scène. Coaché par Uranus, vous vous mettrez au diapason de vos collègues, gagnerez la confiance de votre hiérarchie ou d'un nouvel employeur.

Vos finances ne feront pas trop de bruit, ce qui vous ira bien, car vous n'aurez pas trop la tête à vous en occuper. Tant que personne ne viendra vous réclamer de l'aide pour un achat, une somme d'argent à avancer, vous n'aborderez pas du tout le sujet.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous devriez retrouver confiance en vous pour avancer. Le poste actuel vous dévalorise et vous attendez une meilleure fonction. Un collègue peut vous apporter du réconfort et des contacts. Des étapes sont nécessaires pour éprouver la satisfaction.

Jouez encore la carte de la réserve. Vous pouvez comparer les prix, observez, mais évitez les achats impulsifs. Le climat est encore dépensier. Vous risquez de vouloir refaire votre garde-robe. L'envie de séduire entraîne des frais supérieurs à ceux estimés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Avec une structure professionnelle solide, vos projets se concrétiseront. A travers les effets positifs de la pleine Lune, vous aurez vraiment le vent en poupe et il faudra en profiter au maximum. Un vrai soldat aux yeux de votre direction !

Aujourd'hui, vous vivrez un vrai regain financier et les mauvaises surprises seront de plus en plus rares. Ami Scorpion, vous demanderez simplement à vivre de manière confortable et sans compter sans arrêt vos sous. Rien de plus et rien de moins !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond derrière vous, les planètes activeront votre réflexion, votre précision, votre efficacité. Et c'est exactement ce dont vous aurez besoin pour défendre vos idées, avancer sur vos dossiers et vous affirmer significativement dans vos fonctions.

L'argent risquera de vous filer entre les doigts sans même vous laisser le temps de prévoir le coup. Autant dire qu'entre les charges courantes et des dépenses imprévues, vous aurez besoin de tous vos talents de gestionnaire pour retomber sur vos pieds.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous le pouvez, vous prendrez plus vite la poudre d'escampette et lâcherez le bureau plus tôt. Pour les autres, vous mettrez le turbo, avec le même état d'esprit de vouloir en finir rapidement et de profiter de cette fin de journée pour vous détendre.

Vous vous occuperez beaucoup de vos comptes, surtout pour savoir combien vous pourrez dépenser, sans vous mettre en danger. L'envie d'une escapade de quelques jours vous reprendra car vous aurez besoin de décompresser, avant que les jours raccourcissent.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'activité professionnelle connaît un moment de calme. Vous aimeriez évoluer vers un nouveau poste. Une petite formation est envisagée. Elle vous permet de changer de secteur et de relancer votre carrière. Il est essentiel d'avoir confiance en vous.

Des économies sont à venir, car la trésorerie s'épuise. Pour renouveler votre budget, évitez de craquer sur des gadgets. Ils vous attirent et vous lassent vite. Il n'y a pas de recette magique pour garder la stabilité. Différez vos achats importants.



Poisson (19 février - 21 mars)

À cause du carré Lune-Jupiter, vous ne parviendrez pas à chasser de votre tête vos soucis personnels. Du coup, vous cumulerez les tracas professionnels avec vos autres ennuis. Vous serez moins détendu que d'habitude. Vos collègues s'en rendront compte...

Avec Jupiter associé à la Lune, de mauvaises surprises financières seront possibles, comme par exemple des rappels concernant des contraventions impayées... Aujourd'hui, vous nagerez au milieu d'incertitudes et vous pourrez d'ailleurs perdre pied.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous